



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

21 JANVIER : Toutes et tous dans l'action

Les vœux du Président de la République pour 2010 confirment qu'il entend poursuivre une politique contraire aux besoins du plus grand nombre et au progrès social.

Pour la Fonction publique, des enjeux essentiels demeurent plus que jamais d'actualité.

L'emploi

Avec un minimum - qui sera malheureusement dépassé - de 34000 nouveaux emplois supprimés, l'année 2010 s'annonce comme la pire dans ce domaine depuis des décennies.

Au rythme actuel, entre 2003 et 2012, ce seront entre 250 et 300 000 emplois qui pourraient avoir été rayés de la carte !

Les salaires

La valeur du point, seul élément salarial commun à tous les personnels de la Fonction publique, est en chute d'environ 8 % par rapport à l'indice des prix à la consommation depuis le 1^{er} janvier 2000.

Avec les 0,5 % d'augmentation prévus, valant solde de tout compte, pour l'année 2010, la dégringolade ne peut encore que s'accroître.

En même temps que des pertes de pouvoir d'achat considérables, ce décrochage provoque une véritable

Le statut

Les attaques contre celui-ci, qui est avant tout une garantie pour tous les citoyens, se multiplient. Rappelons que la loi dite « de mobilité » adoptée en août 2009, va étendre la précarité de manière massive

L'administration territoriale

En la matière, toutes les réformes actuellement en cours sont conduites à la hache.

Pour l'essentiel, elles ne visent qu'à remettre en cause des missions essentielles, à concentrer les pouvoirs notamment auprès des préfets de région, à permettre les suppressions d'emplois...

La mobilisation est indispensable

Face à une telle politique, la mobilisation du plus grand nombre est indispensable.

Elle doit s'inscrire dans la durée pour gagner sur nos revendications.

C'est tout le sens de

La journée d'action, de grève et de manifestations du jeudi 21 janvier 2010

à l'appel de la CGT, de la FSU et de SOLIDAIRES.

L'UGFF - CGT vous appelle toutes et tous à participer massivement à ce nouveau temps fort de lutte.

Montreuil, le 5 janvier 2010

Une telle saignée, absolument sans précédent dans la Fonction publique de l'Etat, est synonyme de graves détériorations des conditions de travail des agents et de profondes altérations de la qualité du service public rendu.

Au bout du compte, ce sont de nouvelles privatisations qui se préparent, avec des reculs pour toute la population.

« smicardisation » de tous les traitements. 2 exemples suffisent à le démontrer : en catégorie C, au bout de 7 ans d'ancienneté, on ne gagne que 15 euros de plus que le SMIC et le recrutement en catégorie A ne s'effectue plus qu'à 19,6 % au dessus du SMIC !

Les mises en œuvre du salaire au mérite individuel et de l'intéressement collectif vont de plus accroître les injustices, rogner davantage encore les augmentations générales, remettre en cause la grille indiciaire.

par le recours à l'intérim et, crée la position de réorientation professionnelle, véritable antichambre de plans de licenciements de fonctionnaires !